

Brochure n° 3297

Convention collective nationale

IDCC : 2060. – **CAFÉTÉRIAS ET ASSIMILÉS**
(Chaînes)

■ *Journal officiel* du 22 décembre 2009

**Arrêté du 14 décembre 2009 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective nationale des chaînes de
cafétérias et assimilés (n° 2060)**

NOR : MTST0930295A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1999 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 10 juillet 2009, portant extension de la convention collective
nationale des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998, et des
textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 24 juillet 2009 relatif aux minima conventionnels et au
bonus exceptionnel conclu dans le cadre de la convention collective sus-
visée ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 10 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998, tel qu'étendu par

arrêté du 20 décembre 1999, les dispositions de l'accord du 24 juillet 2009 relatif aux minima conventionnels et au bonus exceptionnel conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/42, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.